Trente-huitième Année — N° 5 | UN NUMÉRO : 15 CENTIMES | JEUDI 5 JANVIER 1893.

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING. . . . TROIS MOIS. . . 13 fr. 50. . . SIX MOIS. . . 26 fr. . . UN AN. . . 50 fr.
NORD — PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE . . . . . TROIS MOIS. . . 15 fr.
Les autres Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, rue Neuve, 17. - Tourcoing, rue des Poutrains, 42
Directeur : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, rue Neuve, 17. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 BIS.— à PARIS, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28. — à BRUXELLES, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 4 JANVIER 1893

LA SITUATION EUROPÉENNE

L'année 1892, qui finit, ne laissera pas une trace bien glorieuse. Elle aura été marquée, dans tous les pays d'Europe et même hors d'Europe, par de tristes événements, et ce qu'elle lègue à l'année qui s'ouvre n'est vraiment pas rassurant.

Les relations entre les diverses puissances sont relativement bonnes, mais elles sont loin d'avoir retrouvé le caractère de sûreté et de cordialité qui sont la plus sûre garantie du maintien de la paix. L'année se clôt, en somme, comme elle s'était ouverte, sous la pression du malaise que causent partout la continuité des armements, les charges de plus en plus lourdes imposées aux contribuables, les méfiances et les incertitudes qu'inspirent ces préparatifs de guerre dont on ne voit ni le but immédiat ni la fin. Ajoutez à cela la difficulté des relations commerciales; ce tableau général, on conviendra, est loin d'être réjouissant.

Au point de vue particulier, l'année nouvelle, pour plus d'un pays, s'ouvre sous de peu favorables auspices. En France, après les épouvantables attentats à la dynamite qui ont effrayé si vivement Paris et la province, après les grèves de Carmaux et de Lens, l'affaire du Panama est venue tout à coup émouvoir profondément l'opinion publique, et l'on ne peut dire encore de quelle façon se terminera ce grave incident.

En Allemagne, les questions de la réorganisation militaire et de l'antisémitisme restent provisoirement sans solution, et ce n'est pas sans appréhension qu'on se demande si elles n'aboutiront pas à une dissolution ou à une crise de chancellerie.

L'Autriche a sur les bras la question tchèque, et la Hongrie s'attend à un Kulturkamph, à une lutte religieuse ardente, à propos de l'introduction du mariage civil.

L'Italie n'est pas mieux lotie. Le nouveau cabinet Giolitti, arrivé au pouvoir après la dissolution de la majorité transformiste, a eu, il est vrai, l'habileté de s'assurer, aux dernières élections, une forte majorité de gauche; mais sa situation n'est pas aussi brillante qu'elle le paraît, car les difficultés financières et politiques que le cabinet a la charge de résoudre, rendent sa situation très précaire.

En Espagne, il y a une situation très nouvelle, par suite de la chute du cabinet Canovas et du retour au pouvoir libéral, pour qu'une appréciation soit possible.

Du côté de l'Orient, la situation serait satisfaisante, si l'on n'avait à redouter constamment quelque incartade de M. Stambouloff, le tout-puissant ministre du prince Ferdinand de Bulgarie. Le différend gréco-roumain ne paraît pas de nature à troubler sérieusement la paix générale.

A Belgrade, les choses paraissent être rentrées provisoirement dans leur état normal, en dépit de la mauvaise humeur des radicaux tombés du pouvoir l'été dernier.

Que réserve l'année nouvelle à l'Angleterre, aux Pays-Bas, à la Russie, aux pays scandinaves? L'optimisme est permis, mais il n'y a une certitude nulle part.

Bref, peu d'années auront commencé d'une façon moins claire que celle où nous entrons.

LE VATICAN & LA FRANCE

Rome, 3 janvier. — Le Vatican a reçu des nouvelles très précises, sur le mouvement politique en France.

Le Pape est de plus en plus décidé à suivre sa mêmo ligne de conduite en France et ailleurs. De nouvelles concentrations, des intrigues de haut vol sont en train de se former, pour isoler le Pape et le faire reculer dans ses nobles et sages entreprises. Mais ce travail d'approche et cette campagne d'intimidation n'aboutiront pas. Non seulement, le Pape restera inflexible et inmuable; mais le fait du Panama et les incidents de politique générale détermineront une marche plus rapide, dans le développement logique des idées pontificales.

Sous peu, on aura la preuve de cette persistance et de ce progrès. Le Vatican est convaincu que la France a plus que jamais besoin des instructions de Rome, parce qu'elle a soif d'hommes probes et d'un gouvernement régulier, sans révolutions et sans changement de forme de gouvernement. Toute la situation mène fatalement à cette issue.

Rome, 3 janvier. — On assure que des difficultés ont surgi entre la Propagande et la France, pour la nomination du successeur de S. Eém. le cardinal Lavigerie. Mais des efforts de conciliation ont été faits et il est probable que tout finira par aboutir.

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE
EXISTE-T-ELLE?

Conversation avec le général Tchernialeff et le général Komaroff

D'après l'*Indépendance belge* et différents autres journaux, le traité définitif de l'alliance franco-russe aurait été signé vers la fin de l'année dernière. Des bruits pareils ont déjà circulé, maintes fois, dans la presse des deux mondes, et cependant, la nation française, comme la nation russe, restent toujours dans la même incertitude, et ne savent si elles sont alliées l'une à l'autre ou si elles ne le sont pas.

L'alliance franco-russe existe-t-elle, ou si, officiellement, elle n'existe pas encore, peut-on être sûr qu'elle deviendrait un fait, le jour où la France ou la Russie serait en danger ?... Voilà une question à laquelle, profitant de son séjour à Saint-Pétersbourg, un rédacteur du *Figaro* a voulu chercher la réponse chez des personnes bien renseignées. Nous reproduisons, en partie, l'article qu'il envoie à ce journal :

« Nous avons en Russie deux grands amis qui ont contribué énormément au développement du mouvement national russe, et dont les noms sont également connus en France. J'ai nommé le général Tchernialeff et le général Komaroff (frère de celui qui a combattu les Afghans.)

» Le général Tchernialeff avait été le porte-drapeau du mouvement panslaviste qui avait eu comme suite le soulèvement des Slaves soumis à la Turquie, et c'était sous ses ordres que l'armée serbe s'était battue contre les Turcs, avant l'arrivée des troupes russes. Aujourd'hui, il est général de division (général-lieutenant), attaché au ministère de la guerre, et fait partie du conseil de guerre, chargé de l'armement des troupes, ce qui prouve que l'Empereur apprécie à leur juste valeur, les anciens services et les capacités du général.

» Quant au général Komaroff, ancien colonel de l'état-major russe, nommé général en Serbie en 1887, il a abandonné le service militaire pour s'adonner au journalisme. Il dirige, depuis longtemps déjà, le *Swiet* (la Lumière), journal populaire qui ne coûte que trois roubles (7 fr. 50) par an, et qui est le plus répandu des journaux russes.

» Le général Komaroff est un panslaviste intransigeant. Il occupe aujourd'hui, en Russie, la place occupée jadis par Katkoff. Ami personnel de Pobiedonostseff qui, comme on le sait, est le bras droit du Tsar, il est très bien vu par ce dernier. Quant à la noblesse russe, M. Komaroff est son idole. Et cette popularité dans le monde des gentilshommes, petits et grands, est due à ce qu'il est Russe dans toute l'acception du mot, et qu'il hait l'Allemagne de toute son âme slave. On l'appelle : « Mangeur d'Allemands. »

» MM. Tchernialeff et Komaroff ont la réputation d'être généralement bien renseignés sur tout ce qui concerne la politique étrangère, grâce à leurs relations et à leur situation à la cour. En outre, ils occupent une place très en vue dans le monde de la noblesse qui, seule, représente l'opinion publique en Russie. Par conséquent, leur parole a une valeur doublement grande...

» Aussi, je crois avoir fait un bon choix en m'adressant à ces messieurs pour leur demander leur avis au sujet de l'alliance franco-russe.

LE GÉNÉRAL TCHERNIALEFF

Voici ce qu'a dit le général Tchernialeff :

« Quand M. Déroulède est venu en Russie, les sympathies franco russes s'étaient déjà manifestées publiquement, mais l'idée nette de l'alliance n'était pas encore mûre... Aujourd'hui, la nécessité de cette alliance domine tous les esprits russes, depuis que nous avons su nous appuyer franchement sur notre sol national, en dehors de l'influence allemande...

» La France est notre alliée naturelle. Nous avons non seulement des sympathies réciproques, mais les mêmes intérêts, les mêmes buts...»

— Croyez-vous, général, que le traité d'alliance soit signé entre la France et la Russie, mais que les deux gouvernements désirent garder à ce sujet un secret absolu ? »

» Le général me regarde longuement, et me répond par un silence significatif... qui, je l'avoue, ne me fut point désagréable. Il valait, certes, plus qu'une phrase vague...

« A la cour », reprend mon interlocuteur au bout de quelques instants, « l'alliance avec la France avait eu tout d'abord beaucoup d'ennemis, à cause du régime républicain qui paraissait ne pas pouvoir s'accorder avec un régime monarchique. Mais ces scrupules n'existent plus. Ils ont cessé d'exister au même moment où Sa Majesté a fait jouer la *Marseillaise* en sa présence, en Russie.

» Celui qui connaît la Russie, — et je prétends la connaître, — sait combien les Allemands y sont détestés, ce qui fait que toutes les classes de la nation : la noblesse, la bourgeoisie, le peuple, marcheront, le cœur en joie, contre l'Allemagne...

» La guerre prochaine », me dit le général en terminant, « sera la plus populaire de toutes les guerres russes qui aient eu lieu jusqu'ici... »

LE GÉNÉRAL KOMAROFF

Voici ce qu'a déclaré le général Komaroff :

« Posons la question nettement, » me dit-il dès que je lui eus expliqué le but de ma visite. « Dans les relations franco-russes, il y a deux choses absolument distinctes : les sympathies et les intérêts.

» Les sympathies entre les Français et les Russes existent depuis plus longtemps qu'on ne le pense. Le premier gentilhomme russe qui est allé en France, et qui a vu Paris, fut le précurseur de l'amitié franco-russe... Tout ce qui est français plaît à la Russie, et cela a toujours été ainsi depuis Pierre le Grand... Vos auteurs sont les nôtres, vos goûts nous charment, vos sympathies et vos haines trouvent un écho dans nos cœurs...

» Maintenant, parlons de nos intérêts communs...

» Si l'empereur défunt Alexandre III avait pu s'imaginer un instant que la France, lâchement entraînée dans un guet-apens, pourrait être battue par l'Allemagne en 1870, il aurait certainement suivi, à ce moment-là, une autre ligne de conduite que celle qu'il avait choisie. C'est que la prépondérance de l'Allemagne est aussi contraire aux intérêts de la Russie qu'à ceux de la France. Votre empereur actuel le sait si bien qu'il a considéré comme son premier devoir de monarque russe de se retirer de la triple alliance.

» L'alliance franco-russe existe-t-elle ? me demandez-vous. Je ne puis vous répondre ni oui ni non... Je peux vous dire cependant que je n'approuve point la façon d'agir des deux chancelleries russe et française si, *comme on le suppose*, le traité d'alliance avec la République française est signé depuis longtemps, et qu'on le garde secret pour des raisons que je ne comprends pas... A quoi bon ces cachotteries ?... Les Allemands, ne se gênent point, eux, de crier sur les toits les détails de leur alliance avec l'Italie et l'Autriche...

» — Et dans le cas où l'alliance franco russe n'existerait pas encore, interrompis-je qu'adviendrait-il le jour où la France ou la Russie se verrait dans la nécessité de déclarer la guerre à ses ennemis ?

» *Au cas où la France aurait une guerre avec l'Allemagne, la Russie l'aiderait sûrement... Cela ne présente aucun doute...* De même, je suis persuadé qu'en cas d'une guerre entre la Russie et l'Allemagne, il y aurait une révolution en France si le gouvernement français ne voulait pas secourir la Russie... L'alliance franco-russe, sachez-le, est aussi populaire chez nous qu'en France...

» — Vous avez contribué beaucoup, général, au développement, dans la nation russe, de l'idée d'une alliance avec la France ?

» — J'y ai mis, certes, toute mon énergie, tout mon zèle... *En 1870* — j'étais alors colonel de l'état-major — j'ai fait avec mon camarade, le colonel Raichowsky, une demande pour qu'on nous permît de nous engager dans l'armée française. Cette faveur nous a été refusée par notre ministre de la guerre... N'ayant pu verser mon sang pour la France que j'aime beaucoup, j'ai du moins tâché, après avoir pris ma retraite, de lutter en sa faveur par la plume.

» Mon petit journal a 73,000 abonnés, et comme en Russie, en province surtout, chaque abonné de journal représente plusieurs personnes qui parent l'abonnement par cotisation et se passent mutuellement « leur » gazette, le *Swiet* ne reste pas sans influence sur une partie de la nation russe. Eh bien ! lisez ce que j'y dis. Je dis et je redis qu'il serait puérril, aussi bien pour la Russie que pour la France, d'avoir peur de l'Allemagne. Alliés l'un à l'autre, nous sommes plus forts que la Triple-Alliance, non seulement par le nombre, mais par notre situation militaire. Nous attaquons l'Allemagne des deux côtés. Un corps d'armée français suffit pour donner une bonne leçon à l'Italie... Quant à l'Autriche, elle demanderait la paix après sa première défaite. C'est ainsi d'ailleurs qu'elle fait toujours, depuis un siècle... On ne change pas facilement ses habitudes...

» — Mais, à propos de l'Autriche, dis-je en général, les journaux autrichiens et allemands ne manqueront pas d'exploiter contre l'alliance franco-russe la visite que le Tsarewitch vient de faire à l'empereur François-Joseph ?

» — Mais ça ne tient pas debout », s'écria M. Komaroff. « C'est une simple visite de politesse. Et d'ailleurs, ne voyez-vous pas que notre Empereur avait bien prévu la chose ? Il s'est arrangé de façon à ce que, en même temps, ses deux frères, les grands-ducs Alexis et Vladimir, se trouvassent à Paris... De même, quand notre monarque a été forcé de passer par Berlin l'année dernière, il n'a pas manqué d'envoyer en même temps le grand-duc Constantin à Nancy assister M. Carnot aux fêtes patriotiques françaises qui se passaient au nez de l'Allemagne.. C'est que, voyez-vous: notre Empereur est homme d'honneur. Son caractère est d'une rare noblesse. On peut avoir confiance en lui ; il n'a qu'une seule parole... »

» Et, en se levant :

» — Hautes cours, messieurs les Français, vos amis les Russes ne sont pas des lâches... Notre amitié est sûre. Mais ce qu'il nous faut à nous deux peuples, c'est la conscience de notre force commune. Les ovations, les hymnes les fêtes franco-russes, c'est beau, mais les actes c'est plus sérieux... Que la France imite notre empereur, qu'elle parle à l'Allemagne la tête haute... Qu'elle relève son prestige militaire, qu'elle montre à ses ennemis qu'elle est toujours cette grande nation qui a su conquérir le monde ..*Quant à nous, notre place est marquée d'avance à côté des bataillons français...* »

Pendant qu'il parlait ainsi, les yeux du grand patriote russe jetaient des éclairs, et sa voix tremblait d'émotion.

Il y avait déjà plus d'une heure que nous causions :

« — Tenez », fit Komaroff, « regardez donc la chaîne de ma montre. »

» Et il me tendit une chaîne de montre composée de vieilles pièces de monnaie, en argent, jointes par des anneaux.

» Je me mis à examiner lesdites pièces. C'étaient des *thalers* allemands frappés à Berlin *par les Russes* en 1762 pendant le règne d'Elisabeth Petrovna. Les Russes, à ce moment-là, étaient les maîtres de Berlin pendant toute une année.

» — Nous possédions alors Berlin, me dit le général Komaroff, et vous possédiez la Westphalie. Voilà ce que nous a valu la première alliance franco-russe. Si nous avions continué à être d'accord, nous aurions évité la guerre de 1812, la guerre de Sébastopol... et celle de 1870-71... »

» Et en me serrant la main :

« — Rappelez aux Français — on oublie ces choses-là — que les Russes connaissent la route de Berlin... »

LES SCANDALES DU PANAMA

Paris, 3 janvier. — L'opinion générale est que le gouvernement cherche, par tous les moyens, à étouffer l'affaire.

Un rédacteur du *Figaro* s'est rendu auprès de M. Andrieux pour lui demander ce qu'il ferait dans le cas où, malgré ses prévisions, une ordonnance de non-lieu serait rendue.

« — Je remplirais le devoir que les circonstances m'ont imposé; je m'élèverais de toute ma force contre une pareille décision.

» Vous savez bien que les ordonnances de non-lieu n'ont pas l'autorité de la chose jugée, qu'elles n'ont qu'un caractère provisoire et qu'il est toujours possible de reprendre l'instruction sur de nouveaux faits, sur de nouvelles présomptions.

» Eh bien ! Ces faits nouveaux, je les jetterais dans le débat, dussé-je, à mes risques et périls, me porter partie plaignante.

» Je vous affirme que l'éponge de M. Bourgeois n'effacera pas le scandale de Panama. »

L'impression en province

L'affaire du Panama subit à Paris, ou pour être plus exact, dans le monde officiel et parlementaire, une sorte d'accalmie.

Mais il est loin d'en être ainsi en province. Tous les renseignements qui en arrivent montrent que les esprits sont très montés. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les journaux locaux pour voir, à l'âcreté des polémiques échangées, surtout entre opportunistes et radicaux, combien l'impression est profonde.

Ce sentiment est confirmé par les rapports des préfets au ministère de l'Intérieur, comme par les conversations que l'on peut recueillir auprès des députés qui reviennent de leurs circonscriptions.

Le gouvernement embarrassé

La chose n'est pas sans créer de sérieux embarras au gouvernement; celui-ci, en effet, n'a cessé de manœuvrer, depuis la séparation des Chambres, pour arriver à étouffer l'affaire du Panama. Il comptait arriver, sans trop de peine, à ce résultat. L'attitude de la province lui donne à réfléchir.

Il a pu voir combien, dans certaines grandes villes, les réceptions du 1er janvier ont été plus froides.

Dans plusieurs chefs-lieux, à Marseille, à Orléans, à Nancy, par exemple, cette solennité a été lamentable ou n'a pas eu lieu. Le gouvernement s'en est préoccupé et se rend compte qu'à vouloir continuer son œuvre d'étouffement, il pourrait verser dans un danger autrement considérable que celui qui pourrait résulter de nouvelles révélations plus ou moins scandaleuses.

L'interview de M. Loubet

Nous avons publié l'interview qu'a eue M Loubet avec un rédacteur du *Petit Marseillais*. M. Loubet éprouve le besoin de s'excuser un peu, et il le fait par la note suivante :

« Hier matin, à Montélimar, nous a dit le ministre, *comme je sortais de chez moi pour aller déjeuner chez* mon beau-frère, j'ai trouvé, devant ma porte, un jeune homme qui s'est dit correspondant du *Petit Marseillais*, et qui m'a demandé la permission de m'accompagner.

» Au cours de cette rapide promenade, il m'a adressé, sur les circonstances actuelles et sur les hommes politiques qui y jouent un rôle, quantité de questions auxquelles je n'ai répondu que dans les termes les plus vagues.

» Dans l'article que vous me mettez sous les yeux, je ne reconnais comme étant de moi, que les paroles qui me sont prêtées touchant M. Rouvier, le seul d'ailleurs dont j'aie parlé avec quelques détails. Tout le reste est un tissu d'erreurs.»

Deux notes officieuses

Une agence officieuse publie les deux notes suivantes :

« Dans son numéro portant la date du 1er janvier dernier, le journal la *Libre Parole* a inséré les lignes suivantes : « Est-il vrai que M. Eiffel, désireux de s'assurer » les sympathies intéressées du gouvernement, ait versé un » million pour grossir les fonds secrets de M. Loubet ? »

» Il est absolument faux que M. Loubet ait reçu une somme quelconque de M. Eiffel; soit pour grossir les fonds secrets, soit pour tout autre but.

» Un journal de Marseille a publié le récit d'une interview de M. Loubet: celui-ci déclare que les paroles qui lui ont été prêtées ne sont exactes ni *dans le fonds ni* dans la forme. »

M. Drumont interviewé

Le *New-York Herald* publie, mardi matin, une interview avec M. Drumont, à Sainte-Pélagie. Nous la reproduisons, à titre de simple document.

Le rédacteur en chef de la *Libre Parole* déclare qu'il ne s'est jamais trouvé nulle part aussi bien que dans sa prison.

Puis, la conversation étant tombée sur M. François Deloncle, qui a dit, dans le *Herald*, que le socialisme et l'antisémitisme disparaîtraient, si on révisait la Constitution, M. Drumont répond :

» — C'est un parfait non-sens. Il est aussi impossible aujourd'hui d'endiguer le socialisme et l'antisémitisme qu'il est impossible d'arrêter un torrent ou un cyclone. Cela répond au sentiment de toute la France à un tel point, que s'il y avait une guerre, tous les juifs seraient fusillés. C'est ce qui est arrivé en Grèce et en Bulgarie quand ces deux pays étaient sous la domination turque. On n'eût jamais cru que ces deux pays pussent chasser le Turc, ils y sont arrivés. Mais vous ne pouvez pas demander à un politicien de comprendre la situation. Le politicien est plein de petites idées qui l'empêchent de sentir les battements du cœur du peuple comme nous. »

» — Alors vous ne croyez ni à la revision de M. Andrieux ni à celle de M. Deloncle?

» — C'est une pure stupidité.

» — Est-ce que les antisémites et les socialistes s'attendent à gagner des sièges aux prochaines élections?

» — Je ne puis le dire. Nous autres, antisémites, nous n'avons pas d'organisation politique. Nous sommes le reflet de l'opinion publique, qu'un seul petit livre a suffi à réveiller. »

M. Andrieux

Le *Figaro* dit que M. Andrieux lui a déclaré que si une ordonnance de non-lieu était rendue en faveur des inculpés dans l'affaire de Panama, il ferait reprendre l'instruction sur de nouveaux faits, dût-il, à ses risques et périls, se porter partie plaignante.

L'instruction

Paris, 3 janvier. — Le juge d'instruction a commencé l'interrogatoire des inculpés.

M. Rouvier, le premier entendu, a comparu dans l'après-midi d'hier.

Ce matin, M. Franqueville a vu, à titre de témoin, MM. Gobron, Worms et Jezierski.

A une heure et quart, cette après-midi, M. Antonin Proust a été introduit dans le cabinet du juge, ainsi que M. Dugué de la Fauconnerie.

M. Franqueville a répondu à M. Banal qui lui demandait l'autorisation de communiquer avec M. Sans-Leroy, son client, qu'il accorderait probablement la dite autorisation à tous les avocats des détenus soit jeudi, soit vendredi. Le *Paris* ajoute :

« Or, d'autre part, nous sommes en mesure d'affirmer que M. Franqueville lui-même ignore, au moins quant à présent, quel est le jour où son ordonnance sera rendue et quels seront les termes de cette ordonnance.

» Donc, et nous avons l'autorisation de l'écrire, toute information contraire sera ou inexacte ou erronée. »

D'un autre côté, on lit dans la *Liberté* :

« Tout permet de croire que le procès des administrateurs de Panama sera plaidé, au fond, mardi prochain, devant la première chambre de la cour, en ce qui concerne, bien entendu, les délits visés avant l'ouverture de l'instruction pour la corruption de fonctionnaires.

» D'autre part, il paraît probable que l'instruction que poursuit M. Franqueville pourra être close vers le 15 janvier, car il n'est nullement exact qu'il doive être exercé des poursuites contre d'autres membres du Parlement, ainsi qu'il en a été question dans quelques journaux du matin.

» Si l'instruction peut-être close dans les délais que nous indiquons, il se pourrait que le procès vînt en cour d'assises dans la seconde quinzaine de février ou dans la première du mois de mars.

» Il faut, en effet, tenir compte des délais nécessaires pour que la chambre des mises en accusation statue, et aussi de ceux prévus par le code de procédure criminelle, pour l'interrogatoire des accusés par le président des assises, et autres formalités à remplir. »

Pas de nouvelles poursuites

On lit dans le *Paris* :

« Nous sommes autorisés à affirmer de la façon la plus formelle, que ni M. Franqueville, juge d'instruction, ni M Tanon, procureur général, ne songent, comme l'ont annoncé certains journaux, parlant d'un ancien ministre et de plusieurs députés, à impliquer de nouvelles personnalités dans les poursuites.

M. Cornélius Herz

Prochainement, d'après la *Liberté*, le conseil de la Légion d'honneur s'occupera de la situation de M. Cornélius Herz.

La situation ministérielle

La *Cocarde* revient ce soir sur ses divulgations concernant les dissentiments ministériels, pour dire qu'après l'incartade de M. Loubet, dans le *Petit Marseillais*, la situation s'est plutôt aggravée.

Ce journal va même jusqu'à dire, ce qui nous semble exagéré, que le ministre de l'Intérieur serait démissionnaire depuis trois jours.

D'après notre confrère, M. Bourgeois serait fort mécontent. L'attitude des entrepreneurs, résolus à tout dire, devant la Cour d'appel, lui causerait mille craintes. Il aurait même, à ce sujet, demandé à M. Périvier de remettre le procès de janvier, mais M. Périvier s'y serait énergiquement refusé.

Enfin MM. Develle et Ribot, toujours d'après la *Cocarde*, ne seraient pas éloignés de rendre le tablier.

La Bourse de mardi

Paris, 2 janvier. — La Bourse d'aujourd'hui a baissé de plus d'un franc.

M. Rouvier, qui vient, depuis sa chute, tous les jours à la Chambre, où il passe avec deux amis une ou deux heures, l'annonçait à tout le monde.

Cela a jeté un certain émoi : il devient évident que les bas de laine de province donnent des ordres de vente, ce qui explique la dégringolade des fonds publics. C'est la résultante de l'émotion qui a atteint les campagnes après les scandales de Panama et devant les menées anarchistes.

La campagne, très significative, du *Petit Journal* n'est pas faite pour arrêter ce mouvement de dépréciation.

Les nouveaux compromis

Paris, 3 janvier. — Nous avons dit que quatre ou cinq députés, ou anciens députés, se trouvaient compromis dans l'affaire du Panama, à la suite de la vérification des dix-sept mille bons de Caisse, examinés par la Commission d'enquête. Nous en connaissions les noms dès ce moment. Nous croyons savoir qu'ils sont au nombre total de six, mais nous ne voulons pas les indiquer.

On attend avec une certaine curiosité, la décision du juge d'instruction à leur endroit. Si l'instruction est close sans qu'il soit autrement question d'eux, ou si elle se prolonge, nous avons de fortes raisons de penser qu'un membre de la Commission d'enquête soulèverait un incident, soit devant la Commission, soit devant la Chambre, soit même en s'adressant à la presse.

Le procès correctionnel

Le procès correctionnel, devant la Cour d'appel, contre les administrateurs du Panama et M. Eiffel, pour escroquerie et abus de confiance, sera décidément plaidé, à part et au fond, le 10 janvier.

Il paraît acquis, en effet, dans les milieux judiciaires, que, s'il y a connexité avec l'affaire de corruption, il n'y a pas, entre les deux procès, l'indivisibilité qui serait nécessaire juridiquement, pour qu'ils fussent confondus et renvoyés devant la juridiction unique de la cour d'assises.

On répète même que les avocats sont déterminés à ne soulever aucun cas de nullité de procédure ou aucune question d'incompétence de juridiction et, au contraire, à ne pas retarder la marche des débats.

Le procès criminel

Le procès criminel pour corruption de fonctionnaires ne viendrait donc qu'après le procès correctionnel.

L'instruction de M. Franqueville ne serait close qu'après l'ouverture de ce dernier procès, c'est-à-dire vers le 15 janvier.

L'information resterait limitée, d'après les intentions du gouvernement, aux quatorze personnes déjà citées devant le juge d'instruction, savoir : MM. Albert Grévy, Léon Renault, Thévenet, Devès, Béral, sénateurs ; Rouvier, Jules Roche, Antonin Proust, Emmanuel Arène, et Dugué de la Fauconnerie, députés ; Sans-Leroy, ancien député; Charles de Lesseps, Fontane et Coltu, corrupteurs.

Il est vrai que l'officieux *Temps* qui fournit cette indication, a soin d'ajouter : *Sauf incidents imprévus* (sic).

Si l'instruction peut être close, dans les délais que nous indiquons, il se pourrait que le procès vînt en Cour d'assises dans la seconde quinzaine de février, ou dans la première du mois de mars.

L'étouffement

Paris, 3 janvier. — D'après le *Courrier du soir*, il ne faut pas s'attendre à des mesures immédiates, ni à des surprises au sujet du Panama: car le ministère entend que l'opinion se ressaisisse et que la période d'apaisement porte ses fruits.

Ce même journal croit pouvoir démentir le bruit de la démission de M. Loubet et il ajoute ce détail ; que M. Bourgeois est retenu chez lui par une fluxion.

A la rentrée, le gouvernement est parfaitement résolu à marcher d'accord avec la Chambre. Il faut lire que le gouvernement n'étendra les poursuites que s'il en est contraint par le Parlement.

Les correspondants étrangers

Paris, 3 janvier. — S'il faut en croire un journal officieux quelques correspondants de journaux étrangers, qui s'étendent trop sur les scandales de Panama, en attaquant la vertu de nos honorables, seraient sur le point d'être expulsés.

Un article de M. de Morès dans la « Libre Parole. » — Tripotages au ministère de la guerre.

Paris, 3 janvier. — La *Libre Parole* publiera demain, sous la signature de M. de Morès, les lignes suivantes :

« Il y a quelque temps, le ministre de la guerre me faisait assurer que le fournisseur Hémerdinger, inculpé dans l'affaire des faux-poinçons, et dont les marchés auraient dû être cassés alors, ne recevait plus de commandes du ministère de la guerre.

» A la même époque, la société coopérative de Rugles, prête-nom de M. Hémerdinger, venait de recevoir un marché de trois millions.

» Nous apprenons aujourd'hui, que M. Hémerdinger fonde d'autres coopératives à Paris et à Rugles.

» Il est temps de faire un peu de lumière sur les tripotages du ministère de la guerre.

» Avis à M. l'intendant de Crazanne qu'il devrait donner ses rendez-vous à ses amis dans son bureau, et non pas dans des rues écartées! Avis à M. Lagrange-Delangre, qui a de si belles relations en Angleterre et qui sera si intéressant à entendre lors de la révision de l'affaire Turpin. »

On sait que M. Lagrange-Delangre est le chef du cabinet civil de M. de Freycinet.

Les révélations de M. Mary Raynaud. — Un chèque de 100.000 francs

Paris, 3 janvier. — Au sujet des révélations que se propose de faire M. Mary Raynaud, sur un chèque de 100 000 francs dont le bénéficiaire est inconnu, nous lisons dans la *Petite République* :

« Le nom du mystérieux bénéficiaire, si M. Mary Raynaud se décide à le donner, fera très grande sensation. Pourquoi refuser de l'entendre? »

L'attitude du gouvernement

Paris, 3 janvier. — On lit, dans la *Paix*, journal dont on connaît les attaches avec l'Elysée :

« Les ministres sont parfaitement résolus à surmonter toutes les difficultés et à prendre toutes les mesures que réclament les circonstances; la situation a été très nettement envisagée par les ministres, au conseil qui a été tenu à l'Elysée.

BOURSE DE PARIS DU 4 JANVIER

Cours précéd.	VALEURS	Compt.	Terme	Cours d'ouv.	Cours de 2 h.	Cours de clôt
94 85	4 0/0	...	...	95 75	95 95	95 50
105 57	3 1/2 0/0	...	...	...	...	105 50
92 90	Italien	...	...	92 30	92 65	92 65
3860	Banq. de France	...	...	...	3860	...
145	5 d'Escompte	...	...	...	145	147
647	Banq. de Paris	...	...	643	645	645
995	Crédit Foncier	...	...	972	976	990
750	Créd. Lyonnais	...	...	735	750	752
142	Crédit Mobilier	...	...	...	132	131
1455	Lyon	...	...	1465	1465	1465
1850	Nord	...	...	...	1855	1855
18	Panama	...	...	...	...	20
2624	Suez	...	...	2605	2605	2612
1395	ex	...	...	...	1390	1380
650	Autrichiens	...	...	...	655	655
206	Lombards	...	...	...	203	203
140	Nord Espagne	...	...	...	138	141
173	Saragosse	...	...	173	173	173
...	Méridionaux	...	...	...	...	623
...	Mésaux	...	...	...	...	...
596 75	Egypte	...	...	598 12	597 50	598 12
97 9/16	Rongrois	...	...	97 9/16	97 9/16	97 9/16
21 17	Turc	...	...	21 20	21 20	21 32
375	Banq. Ottomane	...	...	373 12	375	375
63	Extérieure	...	...	62 7/16	62 15/16	62 31/32
398 75	Rio-Tinto	...	...	395	396 25	396 25
116 25	Tharsis	...	...	...	...	116 25
22 3/4	Portugais	...	...	22 3/4	22 3/4	22 11/16
...	Consolidés	...	...	...	...	...
...	Russe 1880	...	...	...	...	...
96 50	Russe consolidé	...	...	96 25	96 20	96 50
77 90	Russe nouveaux	...	...	78	78 30	78 50
...	Fonc. d'Autriche	...	...	...	...	...
390	Dynamite	...	...	390	350	390
...	3 0/0 nouveau	...	...	...	...	...
118 25	Alpines	...	...	...	...	117 50
98	Câbles	...	...	97	97	100
65 50	Russe Orient	...	...	65 25	...	65 50
...	Priorités	...	...	...	...	...
...	Mobilier espag.	...	...	68	68 50	68
...	4 0/0 amorties	...	...	...	...	...
...	C. d'Esc. nouv.	...	...	...	...	...
...	Générale	...	...	...	...	...
...	Est	...	...	...	...	...
...	Lyon (obligat.)	...	...	...	...	...
...	M.-M.	...	...	...	...	...
...	Nord (obligat.)	...	...	...	...	...
...	Orléans	...	...	...	...	...
...	Ouest	...	...	...	...	...
...	Anglais	...	...	...	...	...
...	Autriche or	...	...	...	...	...
...	Belge 5 0/0	...	...	...	...	...
...	Ville d'Amiens	...	...	...	...	...
...	Lille 1880	...	...	...	...	...
...	Lille 1863	...	...	...	...	...
...	Ville de Lyon	...	...	...	...	...
...	V. de Roubaix	...	...	...	...	...
...	Fives-Lille (act)	...	...	...	...	...
...	Téléphone	...	...	...	...	...
...	Voitures 4 0/0	...	...	...	...	...
...	Suez (obligat.)	...	...	...	...	...
...	Cacérès	...	...	...	...	...
...	Asturies	...	...	...	...	...
...	Foncière 1885	...	...	...	...	...
...	Rente Foncière	...	...	...	...	...
...	Cacérès (act.)	...	...	...	...	...
...	Est (obligat.)	...	...	...	...	...
...	Midi (oblig.)	...	...	...	...	...
...	Rethmes	...	...	...	...	...
...	Picardie	...	...	...	...	...
...	Nord-Est	...	...	...	...	...
...	Ouest (act.)	...	...	...	...	...
...	Orléans (oblig.)	...	...	...	...	...
...	Fives-Lill'e(obl.)	...	...	...	...	...

BOURSE DE LILLE DU 4 JANVIER
(par fil téléphonique spécial)

VALEURS	Compt	Cours précéd.	VALEURS	Compt.	Cours précéd.
			OBLIGATIONS		
Lille 60, r. 400	...	112 50	Tramw. Nord	...	539 50
» 63, r. 400	...	136 75	Union lin. N.	...	165
» 68, r. 500	...	520	Gaz de Wazem	...